

## REPORT TO PARLIAMENT

Friday February 13, 1981

The Special Joint Committee of the Senate and the House of Commons on the Constitution of Canada has the honour to report as follows:

*Orders of Reference*

The Special Joint Committee of the Senate and the House of Commons on the Constitution of Canada was established pursuant to Orders of Reference adopted on October 23, 1980 by the House of Commons and on November 3, 1980 by the Senate. The Orders of Reference read in part as follows:

"That a Special Joint Committee of the Senate and of the House of Commons be appointed to consider and report upon the document entitled "Proposed Resolution for a Joint Address to Her Majesty the Queen respecting the Constitution of Canada" published by the Government on October 2, 1980, and to recommend in their report whether or not such an Address, with such amendments as the Committee considers necessary, should be presented by both House of Parliament to Her Majesty the Queen;"

Additional Orders of Reference were issued by both Houses. The complete text of all Orders of Reference is set out in Appendix A.

*Introduction*

The Committee's report is divided into four main parts. Part I is entitled "Organization of Committee's Work" and describes the Committee's activities. Part II is entitled "Summary of Evidence" and outlines the evidence presented by governments, groups and individuals. Part III describes the Committee's response to the submissions received by it. Part IV sets out the Committee's recommendation to the Senate and the House of Commons.

*I. Organization of Committee's Work*

*1. Initial Action*

The Committee commenced sitting on November 6, 1980. By advertisements published in the major daily newspapers throughout Canada, the Committee asked for written submissions and indicated that witnesses would be invited to appear.

Beginning on Monday, November 17, 1980, pursuant to further Orders of both Houses, the sittings of the Committee were broadcast on television and radio on a regular basis.

*2. Outline of Activities*

The work of the Committee fell into four phases. On November 7, the Minister of Justice, the Honourable. Jean Chrétien, the first witness, made his opening statement. On November 12, and 13, he was examined by Committee members. From November 14 to January 9, witnesses representing groups January 12, the Minister of Justice returned for the "clause by clause" consideration which continued until Febru-

## RAPPORT AU PARLEMENT

Vendredi le 13 février 1981

Le Comité mixte spécial du Sénat et de la Chambre des communes de la Constitution du Canada a l'honneur de faire rapport comme suit:

*Ordres de renvoi*

Le Comité mixte spécial du Sénat et de la Chambre des communes de la Constitution du Canada a été créé en conformité d'un ordre de renvoi adopté le 23 octobre 1980 par la Chambre des communes et le 3 novembre 1980 par le Sénat. Le texte partiel de cet ordre de renvoi est libellé comme suit:

«Qu'un Comité mixte spécial du Sénat et de la Chambre des communes soit institué pour examiner le document intitulé «Projet de résolution portant adresse commune à Sa Majesté la Reine concernant la Constitution du Canada», publié par le gouvernement le 2 octobre 1980, faire rapport sur la question et faire des recommandations dans son rapport quant à l'opportunité, pour les deux Chambres du Parlement, de présenter à Sa Majesté cette adresse, modifiée, le cas échéant, par le Comité.»

Les deux Chambres ont adopté par la suite d'autres ordres de renvoi. Le texte intégral de tous les ordres de renvoi figure à l'annexe A.

*Introduction*

Le rapport du Comité est divisé en quatre parties. La première, intitulée «Organisation des travaux du Comité», en décrit les activités. La deuxième—«Résumé des témoignages»—donne un aperçu des présentations de gouvernements, groupes ou particuliers. La troisième partie fait état de la suite que le Comité a donnée à ces présentations, la quatrième, la recommandation du Comité au Sénat et à la Chambre des communes.

*I. Organisation des travaux du Comité*

*1. Phase initiale*

Le Comité s'est réuni pour la première fois le 6 novembre 1980. Par le truchement d'annonces dans les grands quotidiens du pays, la population fut invitée à présenter ses vues par écrit. Il fut également annoncé que des témoins seraient invités à comparaître.

Le lundi 17 novembre 1980, suite à un nouvel ordre tant du Sénat que de la Chambre, commençait de façon continue la diffusion par radio et télévision des délibérations du Comité.

*2. Grandes lignes des activités*

C'est en quatre étapes que le Comité a rempli son mandat. Tout d'abord, le 7 novembre 1980, fut invité le premier témoin, l'honorable Jean Chrétien, ministre de la Justice. Après sa déclaration il fut ensuite interrogé par les membres du Comité et de nouveau les 12 et 13 novembre. Du 14 novembre au 9 janvier, furent entendus des représentants de gouvernements et de groupes et des particuliers. Le 12 janvier,